

Islamisme (1/6): Les traditionalistes historiques face au colonialisme

- 06 Avr 2017
- [Grégoire Lalieu](#) / [Mohamed Hassan](#)

<https://www.investigacion.net/fr/islamisme-16-les-traditionalistes-historiques-face-au-colonialisme/>



L'islamisme, un concept fourre-tout? Dans le livre Jihad made in USA, Mohamed Hassan distingue cinq courants différents aux intérêts parfois contradictoires. Ce premier extrait est consacré au courant traditionaliste.

Qu'entendez-vous par islamiste traditionaliste ?

Les traditionalistes ont marqué la fin du 19ème siècle et le début du 20ème.

Sur le continent africain, ce sont des personnages emblématiques comme Abdelkrim al-Khattabi (1882-1963) au Maroc, l'émir Abd-el-Kader (1808-1883) en Algérie, Omar Al Mokhtar (1862-1931) en Libye, le Mahdi du Soudan (1844-1885) ou Mohammed Abdullah Hassan (1856-1921) en Somalie.

Contrairement à la plupart des combattants islamistes d'aujourd'hui, les traditionalistes n'avaient pas comme principal objectif d'établir un État musulman. Ils craignaient surtout d'être bousculés par toutes ces pratiques, nouvelles et inconnues, qu'apportait le colonialisme.

L'islam était avant tout pour eux un instrument permettant de mobiliser la population et de rallier des combattants pour lutter contre les puissances coloniales. Vous trouviez également ce genre de combattants islamistes au Proche et au Moyen-Orient, dans des pays comme l'Égypte, l'Irak ou la Turquie.

L'islam était-il un bon instrument de lutte anticoloniale ?

Certains traditionalistes ont donné beaucoup de fil à retordre aux puissances coloniales mais ces dernières pouvaient elles aussi recourir à l'islam pour asseoir leurs desseins. Les Britanniques ont été des précurseurs en la matière et Allan Octavian Hume incarne assez bien cette approche. Cet administrateur installé aux Indes durant la deuxième moitié du 19^{ème} siècle a été particulièrement choqué par la famine qui frappait la colonie à l'époque. Les Indiens étaient pourtant très productifs dans le secteur agricole. Mais tout était pillé par la métropole qui revendait la production indienne sur le marché mondial. Alors que les colons britanniques venaient de rencontrer un important mouvement de contestation avec la révolte des Cipayes (1857), mouvement qui se référait tant à l'hindouisme qu'à l'islam, sir Hume en conclut qu'il fallait gouverner autrement sous peine de voir la colonie échapper à tout contrôle.

Gouverner autrement ?

Il pensait que les Britanniques devaient impliquer davantage l'élite indienne dans la gouvernance de la colonie. Sir Hume a ainsi favorisé la création du Parti du Congrès qui deviendra par la suite l'un des fers de lance de la lutte pour l'indépendance et qui est encore aujourd'hui l'une des principales formations politiques en Inde.

En procédant de la sorte, l'administrateur colonial ne se tirait-il pas une balle dans le pied ?

Les colonies étaient de toute façon amenées à disparaître sous cette forme où les exigences de la métropole étaient imposées par la force sans tenir compte de l'intérêt des populations locales. La démarche de sir Hume n'a donc pas précipité le déclin des colonies. Au contraire, en impliquant les élites indiennes, les Britanniques pouvaient mieux faire passer la pilule de leur domination.

Quel rôle vient jouer l'islam dans cette nouvelle manière de gouverner les colonies ?

À Sokoto par exemple, une colonie du nord du Nigeria, la Grande-Bretagne a laissé l'aristocratie locale appliquer ses lois inspirées de l'islam. Le tout dans un cadre supervisé par les règles coloniales, bien entendu.

Après la défaite d'Abdelkader en Algérie, la France a emprunté la même voie en cherchant à s'allier des leaders religieux pour pacifier la colonie. Mais pour mieux imposer la culture française, Paris a parallèlement veillé à éliminer les intellectuels musulmans qui garantissaient la transmission des traditions locales et de la langue arabe.

En Somalie, un capitaine italien débarqua au début du 20ème siècle et paya des chefs religieux pour qu'ils prononcent une fatwa, c'est-à-dire un avis juridique de condamnation, à l'encontre du traditionaliste Mohammed Abdullah Hassan. Cette fatwa plongea la résistance dans la confusion. Également impliqués dans le conflit, les Britanniques sautèrent sur l'occasion pour surnommer Hassan le « Mad Mollah », le mollah fou.

En conclusion, on peut dire que l'islam ne pose aucun problème aux puissances coloniales tant qu'elles peuvent en profiter selon leurs propres intérêts. Les impérialistes vont alors s'appuyer sur les chefs religieux et l'aristocratie locale, généralement issus des classes rurales, pour mieux gouverner les territoires conquis.

Vous disiez que les islamistes traditionalistes ne voulaient pas être bousculés par les pratiques coloniales. Ces chefs religieux et cette aristocratie locale ne craignaient-ils pas la même chose ?

Ces classes sociales devaient nécessairement être affectées par le processus de colonisation et l'introduction du capitalisme qui en découlait. Mais elles ne craignaient pas de collaborer avec les forces d'occupation dans la mesure où elles tiraient un certain profit de ce partenariat. C'est ainsi que le développement du capitalisme dans les colonies a transformé des élites rurales traditionalistes en bourgeoisie dite compradore. La bourgeoisie compradore s'enrichit en faisant de l'import et de l'export sans développer les bases d'une économie nationale.

À côté du développement de la bourgeoisie compradore, l'introduction du capitalisme dans les colonies pouvait aussi donner naissance à une bourgeoisie nationale désirant l'indépendance. Comment les impérialistes géraient-ils cela ?

Là encore, les puissances coloniales se sont servies de l'islam. Mais il ne s'agissait plus, dans ce cas-ci, de pacifier les colonies en s'attirant les faveurs des dignitaires locaux. La religion devenait plutôt un facteur de division destiné à empêcher l'émergence d'une bourgeoisie nationale trop forte pour être contrôlée.

Divide and rule (Diviser pour régner) ?

Encore et toujours ! Dans les Indes par exemple, les Britanniques redoutaient énormément qu'une bourgeoisie nationale prenne le contrôle de ce pays stratégiquement situé et disposant de nombreuses ressources. Pour prévenir ce danger, Londres a favorisé le morcellement du pays en des centaines de principautés, parfois hindoues, parfois musulmanes. Les élections, organisées sous l'égide de l'administration coloniale, favorisaient aussi les divisions en tenant des scrutins pour les hindous et d'autres pour les musulmans.

Vers la fin du 19^{ème} siècle, les Britanniques ont aussi appuyé la création d'une nouvelle secte dans le Penjab : l'ahmadisme. Ce courant se réclame de l'islam et compte aujourd'hui plusieurs millions de fidèles. Mais l'Organisation de la Coopération islamique ne reconnaît pas les ahmadistes comme musulmans. Ce qui devait laisser la Grande-Bretagne royalement indifférente. Son principal objectif restait de créer

des facteurs de division. Le plus beau coup de Londres en la matière reste la création du Pakistan.

Pourtant, certains rapports de l'époque révèlent que la métropole britannique était plutôt réticente à la création du Pakistan.

Elle l'était jusqu'à ce que l'indépendance de l'Inde devienne inéluctable. Le développement du capitalisme dans la colonie avait donné naissance à une bourgeoisie musulmane qui craignait d'être mise à l'écart avec l'indépendance de l'Inde. Dès les années 30, cette bourgeoisie a donc émis le désir de créer un État spécifique pour les musulmans indiens. Gandhi y était opposé. Il voulait maintenir l'unité du pays et la paix entre les deux communautés. Quant aux Britanniques, frileux au départ, ils ont changé leur fusil d'épaule et se sont décidés à appuyer la création du Pakistan pour faire de ce pays un bastion réactionnaire à leur solde. D'ailleurs, peu de temps après son indépendance, le Pakistan a rejoint le Pacte de Bagdad, une alliance d'États arabes chapeauté par Londres et destinée à contenir la montée du communisme au Moyen-Orient.

Le Pakistan était donc un allié précieux des puissances coloniales ?

Certes, mais leur meilleur atout restait l'Arabie saoudite. Nous avons vu comment les Britanniques ont utilisé l'islam pour diviser l'Inde. La même technique a en fait été appliquée à tout le Moyen-Orient. C'est ici que l'Arabie saoudite intervient et c'est maintenant que nous abordons la deuxième grande figure que je distingue parmi les islamistes : les réactionnaires.

Islamisme (2/6): Les réactionnaires, cette « merveilleuse » Arabie saoudite

<https://www.investigacion.net/fr/islamisme-26-les-reactionnaires-cette-merveilleuse-arabie-saoudite/>



L'islamisme, un concept fourre-tout? Dans le livre Jihad made in USA, Mohamed Hassan distingue cinq courants différents aux intérêts parfois contradictoires. Ce second extrait est consacré au courant réactionnaire.

Vous disiez que la Grande-Bretagne a appliqué à tout le Moyen-Orient ce qu'elle avait mené en Inde.

C'est ce qui l'a poussé à se rapprocher de l'Arabie saoudite ?

La Grande-Bretagne d'abord et les États-Unis ensuite ont apporté tout leur soutien à l'Arabie saoudite et à la vision rétrograde de l'islam que ce pays défend : le wahhabisme. Une attention toute particulière a été portée à ce courant religieux dès sa création au 18^{ème} siècle par le

religieux Mohammed ben Abdelwahhab, lui-même soutenu par Mohammed Ibn Saoud, un prince de la péninsule arabique. Avec ces deux familles, l'une porteuse d'un nouveau courant musulman, l'autre avide de pouvoir, Londres voyait une belle occasion d'affaiblir l'Empire ottoman en y créant des divisions.

C'est ainsi qu'au début du 19ème siècle, Abdullah Ibn Saoud et le petit-fils d'Abdelwahhab tentèrent un soulèvement. Accusant les chiites de diviniser Ali, quatrième calife et gendre du prophète Muhammad, les deux compères allèrent jusqu'à détruire les sanctuaires de Kerbala, de la Mecque et de Médine. L'Empire ottoman dépêcha alors les troupes du Pacha d'Égypte, Mohammed Ali, qui écrasa le soulèvement.

Abdelwahhab et Saoud furent arrêtés et condamnés à mort. Leurs corps furent exposés au bout d'une potence durant plusieurs jours. Mohammed Ali refusa ensuite qu'on les enterre, avançant que les corps de ces deux agitateurs contamineraient la terre sainte de l'islam. Ils ont donc été découpés en morceaux puis jetés à la mer. Voilà l'origine des Saoud !

Depuis, on peut dire que cette famille a fait du chemin...

Effectivement. Les Saoud s'y sont encore essayés à plusieurs reprises pour créer leur royaume. Finalement, c'est avec la Première Guerre mondiale, la dislocation de l'Empire ottoman et l'aide des Britanniques qu'ils sont parvenus à créer un pays à leur nom dans lequel le wahhabisme a été institué comme religion officielle.

Le Royaume d'Arabie saoudite englobant les lieux saints de l'islam et défendant une vision réactionnaire de la religion, les puissances impérialistes ont eu l'idée de soutenir à fond ce pays à leur solde pour en faire le Vatican du monde musulman. Les États-Unis ont succédé aux Britanniques dans le rôle de soutien à l'Arabie saoudite. Et ce soutien a été considérablement renforcé avec la découverte du pétrole d'une part et la montée du nationalisme arabe d'autre part.

En quoi les islamistes réactionnaires étaient-ils utiles aux impérialistes pour lutter contre le nationalisme arabe ?

La découverte de gigantesques gisements de pétrole a fait du Moyen-Orient une région extrêmement stratégique pour les impérialistes. Or, avec le développement du nationalisme, des pays arabes manifestaient le désir de prendre leur destin en main et de disposer souverainement de leurs richesses. Cela aurait été une catastrophe pour les Occidentaux qui non seulement auraient été privés de pétrole bon marché, mais qui en plus auraient dû faire face à un puissant rival si le panarabisme de Nasser avait porté ses fruits. Le dirigeant égyptien souhaitait en effet que les pays de la région, qui avaient été découpés arbitrairement par les puissances coloniales, se réunissent à nouveau autour de leur identité arabe.

De leur côté, les islamistes réactionnaires voyaient d'un très mauvais œil l'émergence du nationalisme arabe. Ce courant était tout d'abord porteur de modernité. De plus, bien qu'il ait reconnu l'islam comme un élément essentiel de la culture arabe, Nasser avait fait de la laïcité une ligne directrice en matière de gestion politique. Le nationalisme arabe était donc aux antipodes de ce que les réactionnaires du Golfe appliquaient chez eux.

L'ennemi de mon ennemi est mon ami. L'alliance entre les réactionnaires et les impérialistes fonctionnait donc sur ce principe ?

En réalité, les liens étaient beaucoup plus étroits que cela. Les impérialistes ont toujours craint de voir les peuples du Sud s'unir. Avec leur vision sectaire, les islamistes réactionnaires avaient et ont toujours le profil de l'allié idéal. Par ailleurs, ces dictateurs féodaux totalement déphasés avec notre époque ne peuvent compter sur un soutien massif des populations pour rester au pouvoir. Ils sont donc totalement dépendants de l'appui et de la protection que leur apportent les impérialistes.

Ainsi, les puissances occidentales, qui prétendent défendre la démocratie et les droits de l'homme à travers le monde, entretiennent des rapports ultra-privilegiés avec des pays comme l'Arabie saoudite. Une caricature aux antipodes de ce que l'Occident prétend défendre, où l'on n'a jamais vraiment organisé d'élections, où l'on pratique encore

l'esclavage et où les femmes ne peuvent ni conduire ni sortir sans tuteur masculin.

Islamisme (3/6): Les Frères musulmans, de la révolte à la soumission

<https://www.investigaction.net/fr/islamisme-36-les-freres-musulmans-de-la-revolte-a-la-soumission/>



L'islamisme, un concept fourre-tout? Dans le livre [Jihad made in USA](#), Mohamed Hassan distingue cinq courants différents aux intérêts parfois contradictoires. Ce troisième extrait est consacré aux Frères musulmans.

Contrairement aux islamistes réactionnaires, les Frères musulmans, lors de la création de leur mouvement en Égypte, se sont opposés à l'ingérence britannique.

C'est vrai. La Société des Frères musulmans a été fondée en 1928 par un jeune enseignant égyptien, Hassan el-Banna. Officiellement, l'Égypte

avait obtenu son indépendance six années plus tôt. En réalité, le pays était dirigé par une marionnette, le roi Farouk, et restait largement dominé par la Grande-Bretagne. Les Frères musulmans s'opposaient à cette ingérence et à l'imposition du mode de vie occidental qui en découlait. Ils souhaitaient que les Égyptiens s'attachent davantage aux valeurs islamiques et avaient donc entrepris d'islamiser la société par le bas. Un procédé que Banna résumait ainsi : « *Nous voulons l'être humain musulman puis la famille musulmane et enfin la société musulmane* ».

L'appel des Frères a trouvé des oreilles attentives parmi les classes moyennes et la petite bourgeoisie, notamment chez ceux qu'on appelait les effendis. C'était des bureaucrates ou des professions libérales, non occidentaux, qui étaient particulièrement remontés contre l'ingérence coloniale. En effet, les colons britanniques se présentaient comme de virils globe-trotters tout en renvoyant aux Égyptiens une image dévalorisante d'hommes efféminés se complaisant dans le sous-développement. En réaction à cela, de nombreux jeunes se sont mis à la lutte et à la musculation. C'était plus qu'un phénomène de mode. La réaction de ces effendis a dépassé le seul cadre esthétique pour alimenter une certaine aversion pour le colonialisme paternaliste des Britanniques.

Le programme islamique des Frères a également séduit dans les campagnes où l'on était sensible au message religieux. Au fil des années, la Société a gagné de nombreux membres en étant très active notamment dans les universités.

Comme les traditionalistes donc, les Frères musulmans rejetaient les coutumes occidentales imposées à travers le colonialisme ?

En fait, leur combat va plus loin que cela. Les Frères nourrissent également comme objectif ultime la restauration du califat. Le califat était un territoire commun aux musulmans reconnaissant l'autorité d'un calife, successeur du prophète Muhammad. Le dernier califat avait été officiellement aboli en 1924 par Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République de Turquie. D'abord, parce que l'Empire ottoman qui englobait de nombreux territoires musulmans avait été démantelé.

Ensuite, parce que Mustafa Kemal était un partisan de la laïcité.

L'abolition du califat était donc quelque chose de tout frais lorsque Banna a fondé la Société en 1928.

C'est parce qu'ils rejetaient l'ingérence britannique que les Frères musulmans ont soutenu le coup d'État des officiers égyptiens en 1952 ?

Oui, mais les divergences ont rapidement vu le jour entre Nasser et la Société. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, Nasser avait établi un programme pour sortir l'Égypte du féodalisme. Au cœur de ce programme, la réforme agraire n'enchantait pas la bourgeoisie rurale où les Frères musulmans comptaient de nombreux adeptes.

Et sur le plan idéologique, le fossé était énorme. Les Frères rejetaient le nationalisme porté par Nasser qui visait à affirmer l'identité arabe pour fédérer le peuple et se libérer du colonialisme. C'est selon moi un manque de vision de leur part. En effet, le monde arabe avait été découpé de façon arbitraire par les puissances coloniales, soumis à l'oppression et pillé de ses ressources. Avec un tel héritage, les gouvernements nouvellement indépendants qui avaient à construire une nation devaient le faire nécessairement sur une base acceptable pour tous. J'en reviens au concept de « Nation Building », l'édification de la nation, que nous avons évoqué précédemment. Ainsi, en Égypte, pays qui comptait une population très diverse, les différences passaient au second plan et tous les citoyens se voyaient mis sur le même pied. Musulmans, chrétiens, juifs, etc, tous étaient considérés comme arabes avant tout et le slogan de l'époque était : « La religion pour Dieu, la patrie pour tous. » Cette unité est très importante surtout lorsque l'on sait comment les impérialistes s'appuient sur les facteurs de division pour mieux contrôler les peuples. Le nationalisme arabe avait le mérite de constituer un bloc homogène et solide.

Mais les Frères musulmans rejettent le concept d'État-nation qui voit un groupe de personnes s'organiser politiquement sur un territoire donné en fonction d'une identité commune. Or, lorsque ce groupe de personnes est composé de diverses ethnies ou religions, vous devez pouvoir dépasser ces différences. Et vous ne pouvez le faire qu'en instaurant une séparation du politique et du religieux. En effet, si votre pays compte

des musulmans, des chrétiens et des juifs, et que vous instaurez malgré tout une république islamique, vous confinez automatiquement une partie de la population au rang de citoyens de seconde zone.

Les Frères rejettent cela. Pour eux, l'État-nation est une invention occidentale et il ne peut y avoir de séparation entre la religion et l'État. Dans leur pensée, ces deux éléments ne sont pas contradictoires d'ailleurs, ils sont l'un comme l'autre l'expression de l'islam. Même si la Société promet toujours de protéger les minorités religieuses, sa vision est sectaire. Elle induit nécessairement une division du peuple sur base de la religion.

N'y avait-il pas aussi une lutte de pouvoir entre Nasser et les Frères ? Après avoir soutenu le coup des Officiers libres, la Société s'attendait à obtenir l'un ou l'autre ministère dans le nouveau gouvernement. Mais il semble que Nasser ait cadenassé le pouvoir. Un seul membre de la Société a été appelé, le cheik Hassan Al-Bakouri, pour le ministère des Biens religieux. Mais il a d'abord démissionné des Frères musulmans et sa nomination a été perçue comme une trahison par ses anciens compagnons. Ils estimaient que le rôle de Bakouri, qui patronnait la célèbre université d'Al-Azhar et les imams officiels, était de donner une légitimité religieuse au gouvernement pour couper l'herbe sous le pied des Frères musulmans.

Oui, les tensions étaient très fortes. Après avoir d'abord soutenu les Officiers libres, les Frères ont ensuite organisé des manifestations contre le gouvernement. Un seuil critique a sans doute été franchi avec la tentative d'assassinat contre Nasser. Il existe plusieurs théories autour de cet événement. D'après la version officielle, le 26 janvier 1954, alors que le président prononçait un discours au Caire pour célébrer le retrait des forces britanniques, un membre des Frères musulmans tira huit coups de feu en direction de Nasser sans parvenir à le toucher.

Le tireur devait être bien maladroit !

Une autre théorie affirme que Nasser aurait lui-même mis en scène cette tentative d'assassinat pour pouvoir réprimer la Société des Frères musulmans.

En tout cas, c'est ce qui s'est passé par la suite. L'organisation a été formellement interdite et des milliers de Frères furent emprisonnés. La plupart de ceux qui ont échappé aux geôles ou à la pendaison se sont alors exilés vers les monarchies du Golfe, principalement l'Arabie saoudite.

Il semble pourtant que les islamistes réactionnaires et les Frères musulmans n'étaient pas tout à fait sur la même longueur d'onde. À la fin des années 30, la Société avait publiquement mis en cause le style de vie fastueux et « non islamique » des Saoud. En outre, la monarchie saoudienne doit son ascension à l'aide britannique alors que les Frères ont combattu cette présence en Égypte. Avec toutes ces contradictions, comment les Frères musulmans ont-ils trouvé refuge en Arabie saoudite ?

En théorie, la Société est opposée aux ingérences occidentales alors que les pétromonarques dépendent du soutien de ce même Occident. Mais pour bien comprendre le mouvement des Frères musulmans, il faut tout d'abord savoir que cette organisation brille par son pragmatisme. Son objectif est d'islamiser les sociétés arabes et, in fine, de rétablir le califat. Pour tenter de l'atteindre, la Société a, au cours de son histoire, emprunté de multiples voies qui peuvent sembler déroutantes à la seule lumière des textes fondateurs du mouvement. En réalité, les Frères se sont adaptés aux situations. D'abord, pour permettre à la Société de survivre. Ensuite, pour accomplir son objectif.

Les Frères musulmans ont donc trouvé refuge dans les monarchies du Golfe, ravalant leurs critiques sur le faste des dynasties locales et leurs relations avec l'Occident. Ce n'était pourtant pas la seule pierre d'achoppement. En effet, pour islamiser les sociétés arabes et rétablir le califat, la direction des Frères musulmans a toujours choisi la voie légaliste. C'est-à-dire qu'elle refuse la lutte armée mais cherche à avancer par étapes, petit à petit, en participant, quand elle le peut, aux élections. Or, vous imaginez bien que les monarchies du Golfe ne supportent pas la vue d'un bulletin de vote.

Et pourtant, elles ont ouvert leurs portes aux Frères !

Parce que, tout comme les Frères musulmans, ces monarchies ne supportaient pas le nationalisme arabe défendu par Nasser. Mais pour d'autres raisons aussi. Si les Frères rejetaient d'un point de vue strictement idéologique ce qui leur apparaissait comme une invention occidentale, les monarchies craignaient surtout d'être contaminées par ce virus qui s'attaquait au féodalisme.

De ce point de vue, l'Arabie saoudite et ses petits voisins ont soutenu l'islamisme des Frères musulmans pour l'ériger comme une alternative au nationalisme arabe. Nasser était de plus en plus populaire dans la région. Les impérialistes et leurs alliés du Golfe voulaient donc contrer son influence.

Ce partenariat faisait toutefois l'objet d'un accord tacite. Les monarques accueillait et soutenaient la Société. En retour, les Frères gardaient leur bonne parole hors des frontières royales et ne cherchaient pas à y créer des branches. Les monarques ne voulaient pas voir poindre des manifestations condamnant leur train de vie et réclamant des élections.

À l'évidence, les Frères musulmans ont bien respecté cet accord.

Je vous l'ai dit, les Frères sont très pragmatiques et n'avaient pas vraiment d'autres choix. Alors que la répression faisait rage en Égypte, ils ne pouvaient guère se passer de ce soutien offert par les pétromonarques.

Quelle influence cet exode vers les monarchies du Golfe va-t-il avoir sur la Société ?

Au contact des wahhabites, certains cadres de la Société sont devenus beaucoup plus réactionnaires.

D'autres se sont considérablement enrichis en faisant des affaires avec les bourgeoisies compradores du Golfe.

De plus, l'Arabie saoudite a inondé d'argent les universités de la région pour promouvoir l'islamisme. Les campus étaient un terrain de prédilection pour les prêches de la Société. Dans les années 50 et 60, ces campus étaient généralement divisés en deux camps. Vous aviez

d'un côté les communistes et de l'autre les islamistes. La Société n'avait pas attendu le soutien de l'Arabie saoudite pour essayer ses idées un peu partout. Mais l'alliance avec les pétromonarques a littéralement « boosté » la diffusion de son discours. Ensuite, il y a eu la disparition de Nasser, le revirement de Sadate et la chute du bloc soviétique. Et c'est l'idéologie islamiste qui a remporté la bataille des campus. Cela a eu un impact considérable sur la formation politique des jeunes arabes, impact que l'on mesure encore aujourd'hui à travers les manifestations qui secouent la région.

Après la mort de Nasser, les Frères musulmans ont pu regagner l'Égypte. Mais Sadate d'abord et Moubarak ensuite, s'ils toléraient la Société, pouvaient aussi s'y opposer ouvertement. Comment expliquez-vous cette position ambiguë ?

Sadate a tourné le dos à l'héritage de Nasser en s'appuyant sur l'islamisation de l'Égypte. Il a ainsi autorisé les Frères à revenir et ces derniers ont profité de la politique d'ouverture économique menée par le nouveau président. En effet, Sadate a enterré la réforme agraire. Les terres qui avaient été distribuées aux petits et moyens paysans ont été rendues aux gros propriétaires parmi lesquels les Frères comptaient de nombreux adeptes.

Mais la contre-réforme agraire a aussi affaibli la classe paysanne. Pris à la gorge, les plus pauvres ont quitté les campagnes pour tenter leur chance en ville où le travail manquait également. Les conditions de vie étaient donc très dures. Ce faisant, ces victimes de l'Intifah étaient prises en charge par les Frères musulmans qui avaient développé un vaste système d'aide basé sur la charité islamique. La Société a ainsi renforcé considérablement sa base sociale.

Le gouvernement égyptien ne voyait-il pas cela d'un mauvais œil ?

Sadate et Moubarak l'ont autorisé tant que la Société ne cherchait pas à prendre le pouvoir. Les Frères musulmans se sont donc réintroduits dans le corps égyptien petit à petit et s'y sont développés, profitant du processus d'islamisation tout en l'alimentant en même temps.

Cependant, même si l'Égypte avait pris une voie radicalement différente après la mort de Nasser, le pouvoir restait aux mains de l'armée. Sur ce sujet, la contradiction avec les Frères musulmans était toujours bien présente. Elle a atteint son paroxysme avec le coup d'État mené par le général Sissi contre le président islamiste Mohamed Morsi le 3 juillet 2013.

Par opposition au nassérisme, les puissances impérialistes et leurs alliés du Golfe avaient soutenu l'islamisme des Frères musulmans. Mais, hormis le Qatar, ils n'ont pas protesté contre le coup d'État de juillet 2013. Pourquoi ?

Pour les impérialistes, l'armée égyptienne ne pose plus aucun problème depuis qu'elle s'est écartée du socialisme. Avec Sadate et Moubarak, cette armée est même devenue un partenaire privilégié de l'Occident. Que les militaires ou les Frères musulmans gouvernent le pays n'a finalement pas beaucoup d'importance pour les impérialistes pour autant que les deux principes sacrés soient respectés : ouverture de l'économie et maintien de la paix avec Israël.

L'Arabie saoudite et le Qatar n'étaient-ils pas divisés sur la question, Riyad soutenant l'armée et Doha les Frères musulmans ?

Les relations entre l'Arabie saoudite et les Frères musulmans se sont quelque peu dégradées après les attentats du 11 septembre. La majorité des terroristes impliqués dans l'effondrement des tours était d'origine saoudienne. Cela n'allait évidemment pas remettre en cause les excellentes relations que Washington entretenait avec Riyad mais Bush s'était lancé dans la lutte contre le terrorisme et il fallait des responsables.

Depuis que l'Égypte était rentrée dans « le droit chemin » avec Sadate, les Frères musulmans apparaissaient beaucoup moins utiles aux yeux des Saoud. Après les attentats du 11 septembre, la famille royale a donc fait de la Société un bouc émissaire arguant qu'elle était responsable de tous les maux de la région.

Le Qatar, lui, était resté plus proche des Frères musulmans. Après les soi-disant « printemps arabes », le petit émirat comptait sur l'influence de la Société pour prendre de l'importance sur la scène diplomatique.

L'Arabie saoudite et le Qatar soutenaient donc chacun un camp opposé lors du coup d'État de 2013. Il peut y avoir des contradictions dans la région tant que ces contradictions n'arrivent pas jusqu'aux portes des pétromonarques. Finalement, ils se sont ralliés à l'armée qui a renversé le président Morsi. Mais ce n'est pas leur décision, c'est celle de leurs maîtres occidentaux. En fait, ces monarques du Golfe sont des esclaves fortunés. Et encore... Normalement, une personne est contrainte à l'esclavage à cause de son extrême pauvreté. Mais eux, ce sont des riches qui paient pour être esclaves !

Vous disiez que les États-Unis n'avaient pas vraiment de problèmes à voir les Frères musulmans gouverner l'Égypte car l'économie resterait ouverte aux multinationales et la paix avec Israël serait maintenue. L'Égyptien Samir Amin disait dans le même ordre d'idée que Moubarak et la Société constituaient les deux faces d'une même pièce. Lors de leur création, les Frères musulmans étaient pourtant opposés à l'ingérence occidentale. Comment expliquer cette évolution ?

Les Frères sont pragmatiques avant tout. Et il faut voir tout le cheminement qu'ils ont parcouru depuis que Banna a fondé la Société pour comprendre leur position aujourd'hui. Ils ont d'abord soutenu les Officiers libres pour renverser la monarchie et se débarrasser de la domination britannique. Mais ils ont ensuite été réprimés par Nasser et ont dû fuir l'Égypte. Leur séjour en Arabie saoudite a eu une influence importante sur leur idéologie. Ils sont devenus plus conservateurs et certains cadres se sont considérablement enrichis. Lorsqu'ils ont pu revenir en Égypte, ce fut pour cohabiter avec Sadate puis avec Moubarak qui s'étaient tous deux alignés sur la politique étrangère des États-Unis et avaient embrassé le néolibéralisme. Pour récupérer leur influence en Égypte, les Frères musulmans ne se sont pas opposés à cela. Ils ont carrément intégré cette nouvelle situation qui correspondait par ailleurs à la marque que leur avait laissée leur passage dans les monarchies du Golfe.

Les Frères poursuivent un objectif : islamiser la société égyptienne et restaurer le califat. La rémission offerte par Sadate leur permettait de se rapprocher de cet objectif au prix de quelques concessions idéologiques que leur légendaire pragmatisme les a aidés à surmonter assez facilement. Ensuite, sous Moubarak, la Société a pu siéger de temps à autre au Parlement : tantôt en s'alliant à des partis de gauche, tantôt en s'alliant à des partis de droite. Ce qui n'est pas étonnant finalement si l'on considère que les Frères avancent avec leur principal objectif en ligne de mire.

Lorsque Moubarak a été renversé, la Société a cru que son heure de gloire était venue. Après avoir connu la répression sous Nasser, après avoir vécu dans la semi-clandestinité avec Sadate et Moubarak, les Frères avaient enfin l'opportunité, plus de quatre-vingts années après leur création, de prendre les rênes de l'Égypte pour accomplir leur objectif. Si, pour saisir cette chance, il fallait s'assurer de la bienveillance de Washington en maintenant l'économie ouverte et la paix avec Israël, alors, bien sûr, les Frères étaient prêts à se plier à ces exigences.

Dans les années 80, les Frères syriens avaient tenté de renverser le gouvernement d'Hafez el-Assad. Ils avaient rédigé un programme, le Bayan de la révolution islamique en Syrie, qui apparaît très éloigné des positions actuelles de la Société en Égypte. On y lisait que les secteurs-clés de l'économie devaient rester aux mains de l'État, que les capitaux occidentaux ne seraient pas les bienvenus, qu'il fallait développer le concept de justice sociale... Comment expliquer une telle différence avec les Frères égyptiens ?

Tout d'abord, comme n'importe quelle organisation politique, la Société des Frères musulmans ne doit pas être considérée comme un bloc monolithique. Elle est traversée par différentes tendances, certaines plus conservatrices, d'autres plus progressistes. Et il y a un affrontement entre ces courants. En Égypte, on peut dire que l'aile droite domine le mouvement même si les débats restent très forts, surtout depuis que la Société a élargi sa base sociale en portant un secours charitable aux victimes de l'Intifah. La Société des Frères musulmans est aussi une organisation internationale. Elle a des branches dans différents pays et

ces branches, si elles partagent un socle idéologique commun, n'ont pas forcément la même position sur tout.

Par rapport à la Syrie, il faut voir quel gouvernement les Frères essayaient de faire tomber. Hafez el-Assad avait acquis une certaine base dans les milieux populaires avec sa réforme agraire en faveur des petits et moyens paysans, avec le développement des soins de santé, des écoles, etc. Beaucoup de Syriens en avaient profité. Vous n'alliez pas les retourner comme des crêpes en proposant de faire tout l'inverse. Les Frères syriens ne rejetaient donc pas en bloc le socialisme qui avait permis à Assad de conquérir les masses mais ils en proposaient une forme particulière, le socialisme islamique. Car c'est bien sur le terrain de la religion que les Frères espéraient se démarquer et couper les dirigeants alaouites de leur base populaire à majorité sunnite.

Si l'on poursuit la comparaison entre les Frères égyptiens et syriens, on constate une autre différence importante. Les premiers ont toujours privilégié la voie légaliste tandis que les seconds se sont résolus à prendre les armes pour tenter de renverser le gouvernement d'Assad. Ce choix a tout de même été l'objet d'un vif débat. Dans un premier temps, le guide des Frères syriens, Isam al-Attar, était resté fidèle à la ligne modérée, cherchant à privilégier le dialogue avec le pouvoir. Mais il a été écarté au profit des partisans de la lutte armée.

Enfin, le Bayan de la révolution islamique des Frères syriens doit être considéré pour ce qu'il est, un outil théorique. Dans la pratique, les choses peuvent être différentes. Par exemple, le texte affirme que les citoyens ont le droit de s'organiser en partis politiques mais pose déjà une condition dont l'interprétation peut poser problème. Ces partis, précise le Bayan de la révolution islamique, ne devront pas être en opposition aux fondements doctrinaux de la nation. Ce qu'un cadre de la Société avait expliqué au journal *Le Monde* en 1981 : « *La liberté de constituer des partis ne s'étendra pas aux partis ou aux groupements marxistes, même ceux qui sont actuellement hostiles au régime baasiste.* »¹

Le socialisme islamique des Frères ne pouvait-il pas constituer une bonne alternative ?

Encore une fois, le problème des Frères musulmans est leur manque de vision politique. Vous ne pouvez pas prétendre résoudre un problème si, dès le départ, vous posez un mauvais diagnostic. Ainsi, les Frères rejettent le concept de « classes sociales ». Ils ne sont donc pas capables de résoudre le problème des inégalités en attaquant le mal à la racine. Leur solution passe par la charité. Vous prenez un petit peu aux riches, pas trop, et vous le redistribuez aux pauvres. C'est une approche très limitée !

Dans le Bayan de la révolution islamique qui a été mentionné, les Frères syriens placent en premier lieu de leurs revendications économiques le droit à la propriété privée, y est inclus donc le droit des plus gros capitalistes et propriétaires terriens d'exploiter le travail des gens. Ils préconisent également de mettre un terme à la réforme agraire. Ainsi, les Frères rejettent théoriquement la notion de classes sociales mais, dans les faits, ils se mettent au service de la classe possédante. Ce qu'ils veulent avant tout, c'est obtenir leur part du gâteau.

[Hassan tend peut-être ici à un peu trop "sacraliser" la propriété d'État, les nationalisations, ou encore les réformes agraires complètement bureaucratiques et "par en haut" qui, comme par exemple en Iran sous le shâh, n'ont en général donné aux paysans que quelques hectares de terres inexploitable...

Dans la culture politique occidentale de gauche, dire que quelqu'un s'est opposé à une *réforme agraire* fait automatiquement de lui un monstre réactionnaire moyenâgeux absolu ! Mais la réalité, et pas seulement dans les pays musulmans, c'est bien souvent que la modernisation "par en haut" est venue plus qu'autre chose démanteler des "féodalités" villageoises qui, pour être le plus souvent strictement hiérarchisées, n'en étaient pas moins des formations sociales *cohérentes* où chacun devait certes rester *scrupuleusement à sa place*, mais avait sa place ; et, sauf récoltes catastrophiques, de quoi manger à sa faim ; ce qui n'était plus forcément le cas une fois la "réforme" intervenue, comme le montre par exemple ce texte, encore une fois pour le cas de l'Iran : <http://ekladata.com/reforme-agraire-iran-effets-pervers.pdf>

Une "réforme agraire" qui consisterait à transformer une telle formation sociale cohérente en des milliers de "libres propriétaires" de parcelles *trop petites et non-rentables*, aura pour seul et unique effet probable de pousser la majorité de ces paysans, incapables de subvenir à leurs besoins, à abandonner leurs misérables lopins au plus offrant et aller grossir les rangs du sous-prolétariat à la ville : c'est, de fait... un peu ce en quoi ont consisté *toutes les révolutions bourgeoises en Europe* ; la "Révolution blanche" du shâh d'Iran (cf. liens plus haut) dans les années 1960, engendrant les troupes de la Révolution islamique qui le renversera en 1979, ou encore la "réforme agraire" de Velasco au Pérou dans les années 1970, donnant naissance dans les villes importantes de province et tout autour de la capitale Lima à la *base sociale du PCP* ; nous avons également eu l'occasion d'évoquer la politique de Pétion en Haïti, au début du 19^e siècle, qui a selon nous été une erreur par rapport au "caporalisme agraire" ("maintien des anciennes plantations esclavagistes sous supervision militaire", si l'on veut en avoir une lecture simpliste) de Louverture, Dessalines et Christophe.

De même, Hassan met ici en cause la politique de Sadate en Égypte (et celle-ci a très clairement été néfaste...) ; mais il est loin d'être certain que cet afflux de miséreux dans les villes, sur lesquels les Frères Musulmans pourront jeter leur dévolu "charitable" et déployer leur propagande, n'ait pas été en réalité le contrecoup tardif de la réforme... de Nasser.

Il est presque possible de se demander s'il ne serait pas mieux, dans ces cas-là, de partir *directement* de la formation sociale "féodale" villageoise en (simplement) la démocratisant ; pour en faire finalement, en quelque sorte, un *kolkhoze*, ou une commune populaire...

Tout ceci renvoie aussi, à notre sens, à la brillante analyse faite par Ibrahim Kaypakkaya du *kémalisme*, analyse largement transposable à tous ces régimes « laïcs-progressistes » : [ibrahim-kaypakkaya-sur-la-nature-du-kemalisme-et-de-l-etat-turc-contemporain-a174796358](#)

Les Frères musulmans incarnent cette tendance des islamistes qui mènent le combat sur le front politique en plaçant la religion au cœur de leur programme. Mais ce ne sont pas les seuls.

Effectivement, les Frères musulmans constituent la mouvance la plus emblématique de cette figure d'islamistes mais il y a d'autres déclinaisons, parfois avec des différences assez marquées. Prenons le cas de l'Iran où l'ayatollah Khomeini a mené une révolution islamique en 1979. Son idéologie se rapproche assez fort de celle des Frères musulmans mais elle est cependant marquée par des conceptions propres à l'islam chiite.

Pour les sunnites, l'imam est celui qui assure le service religieux à la mosquée. Pour les chiites, l'imam désigne l'héritier du Prophète. Les chiites duodécimains, que l'on retrouve en Iran, attendent le retour du douzième imam, appelé l'imam caché ou le Mahdi. Il est censé réapparaître à la fin des temps pour régner en paix. Considérant cet imam comme seul souverain légitime de la communauté musulmane, les chiites ont eu tendance à délaissé l'espace politique. Avec sa révolution, Khomeini a donc développé un principe théologique, le *Velayat-e faqih*, qui a permis de réconcilier religion et politique. En effet, selon Khomeini, la gestion politique doit revenir au guide suprême, c'est-à-dire au meilleur juriste-théologien, à celui qui serait le plus compétent pour diriger la communauté comme l'imam aurait pu le faire lui-même.

D'autres islamistes, comme les Frères musulmans ou Khomeini, ont également placé la religion au cœur de leur action politique mais sous un angle beaucoup plus progressiste.

À la manière de la théologie de la libération en Amérique latine dans les années 60 et 70, qui avait vu des prêtres réinterpréter la Bible avec le regard des pauvres pour dénoncer l'oppression du capitalisme et même celle de l'Église, des islamistes ont eu des démarches semblables pour lutter, à partir de la religion, contre le capitalisme et l'impérialisme.

Islamisme (4/6) : Les patriotes, Hamas et Hezbollah résistent aux USA

<https://www.investigaction.net/fr/islamisme-36-les-patriotes-hamas-et-hezbollah-resistent-aux-usa/>



L'islamisme, un concept fourre-tout? Dans le livre Jihad made in USA, Mohamed Hassan distingue cinq courants différents aux intérêts parfois contradictoires. Ce quatrième extrait est consacré aux mouvements islamo-nationalistes.

À la tête de l'Égypte, Morsi était prêt à maintenir la paix avec Israël. Pourtant, le Hamas est une émanation des Frères musulmans...

Oui et je vous ai expliqué pourquoi les Frères égyptiens constituaient une alternative valable pour les impérialistes. Avec Morsi, ces derniers avaient la garantie que les bonnes relations seraient maintenues avec Israël. Mais pour le Hamas, c'est différent. Aujourd'hui, ce mouvement se rattache moins à la tendance des Frères musulmans qu'à celle des

islamo-nationalistes ou patriotes, la quatrième figure que je distingue parmi les islamistes.

Les Frères avaient créé une branche à Gaza. Mais, au départ, ils pensaient qu'ils devaient d'abord islamiser la société palestinienne avant de s'engager dans la lutte pour la libération nationale. L'islamisation de la société était en quelque sorte un préalable.

Ce qui devait bien arranger Israël...

En effet. Au départ, Israël a laissé plus d'espace aux Frères de Gaza, en espérant que ceux-ci allaient affaiblir l'influence de l'OLP mais les choses ont changé avec la création du Hamas en 1987. Le mouvement a été fondé par trois Frères musulmans qui, sous la violence de l'oppression coloniale, étaient arrivés à la conclusion que la lutte pour la libération nationale ne pouvait pas attendre l'islamisation de la société.

La Palestine est un enjeu particulier pour lequel il faut tenir compte du contexte. L'OLP a longtemps mené la lutte de libération nationale mais la direction du mouvement a capitulé. Aujourd'hui, le Hamas a donc le mérite de mener le combat de la résistance contre Israël et, pour cela, je le soutiens. Mais son projet de société pour une Palestine libre, c'est du pipeau ! Le Hamas centre sa lutte et sa notion de peuple palestinien autour de l'identité musulmane. Ce faisant, il contribue à diviser la société palestinienne.

Il faut souligner toutefois que les dernières guerres menées par Israël ont poussé le Hamas vers l'unité d'action avec d'autres mouvements de résistance comme les branches militaires du Fatah et du Front populaire de libération de la Palestine. Cela pourrait déboucher sur une nouvelle vision du Hamas. Il semble en effet que les clivages soient plus marqués à la tête du mouvement tandis que, sur le terrain, les organisations collaborent davantage.

En quelques années, le Hamas est parvenu à gagner un large soutien populaire et a dominé les dernières élections organisées en Palestine. C'était en 2006. Comment expliquez-vous ce succès ?

Par trois facteurs. Le premier est son maintien de la résistance et le refus de toute solution imposée, ce qui correspond à la volonté de la population palestinienne. Second facteur: le Hamas exige le retour des réfugiés de 1948 et de 1967. En 1948, après la création de l'État d'Israël, beaucoup de Palestiniens furent expulsés du territoire. Après la guerre des Six Jours en 1967, environ 300.000 réfugiés supplémentaires durent fuir en Jordanie. Aujourd'hui, plus de six millions de réfugiés n'ont pas le droit de revenir dans leur pays ! En revanche, en tant qu'État juif, Israël accueille n'importe quel juif de n'importe où : Espagne, Russie, Éthiopie... Des personnes qui n'ont jamais été vues en Palestine auparavant ! La question des réfugiés est un élément important des revendications palestiniennes dont le Hamas s'est fait le porte-parole.

Le dernier facteur qui a contribué au succès du Hamas est l'élimination au sein de la communauté palestinienne des personnes corrompues par Israël pour obtenir des informations. Quelques-unes ont été éliminées physiquement et la plupart — des délinquants, des alcooliques ou des dealers — ont été réintégrées via les programmes sociaux du Hamas.

L'information ne circulait donc plus. Or l'information est un élément de la plus haute importance. Israël avait en effet créé une société corrompue où tout le monde était contre tout le monde. Il a exploité cette corruption pour construire un réseau d'informations et établir un contrôle certain sur la résistance palestinienne.

Par exemple, lors de l'opération Plomb Durci fin 2008, la première attaque israélienne a visé le commissariat de Gaza à une heure bien précise, celle du changement d'équipe. Pourquoi ? Parce que c'était le moment où il y avait le plus de policiers dans le commissariat. Et comment Israël le savait-il ? Grâce à son réseau d'infiltrés.

C'est typique d'une mentalité coloniale. Les Britanniques ont appliqué cette méthode en Irlande du Nord. Rien de nouveau. Mais le Hamas a réussi à détruire le réseau, ce qui constitue une grande victoire sur Israël.

La résistance palestinienne a longtemps été dominée par des mouvements laïcs. Comment un mouvement islamiste est-il devenu si populaire ?

Sous l'occupation à Gaza et dans les autres territoires, il n'était pas possible pour les Palestiniens de discuter ouvertement ni même d'imaginer leur avenir excepté dans deux endroits : la mosquée et l'université. Le Hamas était bien entendu déjà actif dans la première. Mais il a ensuite commencé, comme n'importe quel autre parti politique, à se manifester dans les organisations estudiantines. Le marché était ouvert pour tous les partis ! Le Hamas a donc recruté de jeunes étudiants brillants qui étaient bien perçus dans la société en raison de leur dévouement et de leur honnêteté. C'était facile pour le Hamas de les convaincre car la volonté de résister les unissait. Il n'y a pas de mystère ! Le Hamas exprime ouvertement ce que la population ressent dans son cœur. Avec les éléments les plus combattifs, les plus intelligents et les plus éduqués de la société, le Hamas est devenu une grande organisation.

En Europe par contre, le Hamas n'est pas très populaire, même parmi ceux qui soutiennent la cause palestinienne. Pourquoi ?

L'islam n'est pas bien vu en Europe parce que cette dernière s'identifie au christianisme. Il y a un réel rejet de la contribution musulmane au développement de la civilisation occidentale. En tant que groupe islamiste, le Hamas est donc mal perçu. Mais pourquoi une personne, qui condamne le sionisme, a-t-elle un problème avec le Hamas ? Et pourquoi la même personne, qui soutient la cause irlandaise, n'a-t-elle aucun souci en ce qui concerne une organisation catholique ? Les différences culturelles donnent l'explication, c'est un phénomène généralement observable.

Un récent voyage en Égypte m'a rappelé à quel point, lorsqu'on traverse la Méditerranée, on change de monde, on change de façon de penser. Je ne blâme pas les Européens, ils sont marqués par leur éducation et la propagande médiatique. De plus, nous sommes dans un système où nous devons toujours identifier des ennemis pour justifier notre propre existence. Mais je crois qu'il faut faire la part des choses. Moi-même, en tant que marxiste vivant dans un pays occidental, j'ai bien sûr des contradictions avec le Hamas ou le Hezbollah. Je regrette que la résistance soit menée par un mouvement qui prend son inspiration dans l'Islam mais ces contradictions sont secondaires actuellement. En

revanche, je suis complètement opposé à des personnes telles qu'Abbas ou ces dictateurs comme Moubarak et Ben Ali. C'étaient des laïcs, mais au service des intérêts US. Je lis les infos en arabe, je connais bien la situation là-bas et je perçois les contradictions d'un point de vue différent de celui de la gauche européenne.

Pourquoi la gauche européenne ne supporte-t-elle pas ouvertement la résistance palestinienne ?

Le problème de la gauche européenne, c'est qu'elle refuse de faire une grande alliance contre l'impérialisme, à cause du Hamas, des femmes voilées et de toutes sortes de prétextes. En fait, elle se laisse aller à la grande alliance des chrétiens contre l'Islam, elle rentre dans la « guerre des civilisations » lancée par les idéologues américains. Elle subit très profondément cette influence, beaucoup plus qu'elle ne le croit. Pourquoi la gauche européenne ne s'énerve-t-elle pas lorsque des fascistes chrétiens, comme les phalangistes, commettent des massacres au Liban ? Pour ma part, en tant que laïc, j'ai soutenu la résistance des Irlandais contre l'occupation britannique et je n'avais aucun problème avec le fait que ces Irlandais étaient catholiques. En fait, le problème de l'Européen, c'est qu'il a été élevé dans une civilisation qui a des préjugés sur les juifs et les musulmans.

Mais l'IRÀ n'a jamais cherché à instaurer un État religieux. N'est-ce pas ce qui bloque les Européens progressistes dans leur soutien au Hamas ?

Je sais que certains Européens souhaiteraient que la résistance soit menée par un mouvement plus progressiste, mais l'Histoire n'est pas une science exacte. Comparons avec l'Indonésie. Le premier mouvement anticolonial y était « Sarakat al Islam », un mouvement islamiste créé en 1920 pour combattre l'occupation hollandaise. C'est dans ce contexte que Lénine envoya en Indonésie un communiste hollandais, Henk Sneevliet, pour y propager l'idée d'une révolution nationale. À son arrivée là-bas, il trouva ce jeune mouvement nationaliste islamiste. Qu'auriez-vous fait à sa place ? Henk Sneevliet décida de travailler avec eux. Il était très patient et très malin si bien qu'il transforma ce mouvement en un mouvement communiste qui devint le

Parti communiste d'Indonésie, le second en ordre d'importance dans toute l'Asie. La patience est essentielle en politique.

Comment le Hamas va-t-il évoluer ? Il n'existe pas de boule de cristal pour nous le dire. Le Hamas a aussi un programme maximum – on entend par là l'ensemble de sa vision sur la société idéale – mais, aujourd'hui, sa tâche immédiate est la résistance à l'État sioniste. Demain, il pourrait y avoir une combinaison de différents facteurs, tels qu'un nouveau leadership et de nouvelles idées. Et cette combinaison pourrait faire emprunter au Hamas le chemin d'une révolution démocratique.

Rien ne le garantit !

Le fait est que les progressistes qui veulent soutenir les Palestiniens voudraient avoir la garantie complète que tout se passera bien.

Mais il n'y a jamais de garanties complètes. Qui aurait pu prédire la dégénérescence du parti communiste soviétique qui avait réalisé la première révolution socialiste dans un pays et soutenu tous les mouvements anticoloniaux dans le monde ?

Personne n'avait prévu non plus qu'Arafat négocierait les désastreux Accords d'Oslo de cette manière. Voilà où nous en sommes pour l'instant : le Hamas est la résistance.

Je ne les soutiens pas dans leurs positions sur la femme, dans leur programme économique ou dans leurs idées fatalistes. Je les soutiens sur le point le plus important : ils sont un mouvement nationaliste de résistants qui luttent sur le terrain.

Le Hezbollah est l'autre grand mouvement de résistance à Israël. Il se réclame aussi de l'islam.

Oui, le Hezbollah est lui aussi un mouvement islamo-nationaliste. À l'instar des Frères musulmans, les islamo-nationalistes défendent un projet religieux. Mais au contraire des Frères qui n'hésitent pas à s'allier aux impérialistes pour lutter contre un ennemi commun (les

gouvernements laïcs arabes), les islamo-nationalistes, par contre, font de la lutte pour l'indépendance leur objectif premier. Ils sont patriotes.

C'est le cas du Hezbollah. Son leadership vient de la petite bourgeoisie, mais des commerçants et des propriétaires terriens ont également intégré le parti. C'est un mouvement moderne dans la mesure où il ne combat pas au nom du Hezbollah mais au nom des Libanais. Si bien qu'en dépit de sa nature religieuse, il a pu nouer une alliance avec le mouvement nationaliste libanais.

Bien sûr, le Hezbollah garde une sérieuse contradiction avec la laïcité et le communisme. Comme n'importe quel mouvement islamiste. Mais cette contradiction passe après son objectif principal, l'indépendance du Liban. De plus, son combat de résistance nationale a amené le Hezbollah à se constituer une base populaire parmi les soutiens traditionnels du Parti communiste libanais. Ajoutez à cela que le Liban a traversé une terrible guerre civile (1975-1990) sur fond confessionnel que personne ne veut revivre. Et vous avez un Hezbollah qui, malgré le caractère religieux de son idéologie, prône la déconfessionnalisation du politique au Liban.

La 5^e partie sur Sayyid Qutb :

http://ekladata.com/8l6NgijQr_o_swj_FsSDKQ-wsvNU/Qutb.pdf

Islamisme (6/6): Il n'y a pas un, mais deux Al Qaida

- 28 Juin 2017
- [Grégoire Lalieu](#) / [Mohamed Hassan](#)



L'islamisme, un concept fourre-tout? Dans le livre [Jihad made in USA](#), Mohamed Hassan distingue cinq courants différents aux intérêts parfois contradictoires. Ce sixième et dernier extrait est consacré à la mouvance dite « jihadiste ».

Vous avez dit que la pensée de Qutb allait trouver un certain écho en Arabie saoudite, bastion du wahhabisme. Mohamed Qutb, le frère de Sayyid, aurait compté parmi ses étudiants Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri. La pensée de Qutb a-t-elle inspiré Al-Qaïda ?

Certainement. On voit donc que les Frères musulmans et les jihadistes partagent un socle idéologique commun.

Mais ils ne sont pas d'accord sur tout. Zawahiri a rédigé un réquisitoire particulièrement sévère à l'encontre des Frères, estimant que la solution politique était une trahison.

C'est principalement sur la méthode que les Frères musulmans et les jihadistes ne sont pas d'accord. Sinon, ils poursuivent le même objectif. Leurs cadres viennent des mêmes milieux : petite bourgeoisie, propriétaires terriens, commerçants, etc. Et leur principal ennemi, ce sont les États nationalistes et laïcs du monde arabe. Cet ennemi passe avant même les puissances impérialistes. Si bien que pour combattre les premiers, ils n'hésitent pas à s'allier aux seconds.

Comme en Afghanistan dans les années 80 où la CIA encadrait les jihadistes ?

Oui. Cette guerre d'Afghanistan illustre la théorie du « Rollback » mise sur pied par les États-Unis dans les années 50. Pour le président Eisenhower et son secrétaire d'État, John Foster Dulles, il ne suffisait plus de contenir la montée du communisme dans le monde, il fallait aussi renverser les gouvernements qui étaient proches de l'Union soviétique. C'était le cas du gouvernement afghan à la fin des années 70.

La technique a été appliquée avec brio en Afghanistan où la CIA a enrôlé la jeunesse musulmane pour non seulement renverser le gouvernement afghan mais aussi pour précipiter la chute de l'Union soviétique. Le principal artisan de cette habile manœuvre était Zbigniew Brzezinski, véritable responsable de la politique étrangère de la Maison-Blanche. De l'aveu même de Brzezinski, l'idée derrière l'encadrement des jihadistes afghans était de lâcher des moustiques pour forcer une intervention de l'ours soviétique. « *Nous ferons de l'Afghanistan le Viêtnam des Soviétiques* », professait Brzezinski.

Et les jeunes musulmans étaient sensibles aux sirènes de la CIA ?

La propagande tournait à plein sur ce thème : renverser, au nom de l'islam, un gouvernement laïc donc impie. Ce message a trouvé un certain écho pour plusieurs raisons. Tout d'abord, bien qu'ils n'aient pas de représentation officielle en Afghanistan, les Frères musulmans étaient présents à l'université de Kaboul où ils diffusaient leur idéologie. Les renseignements pakistanais étaient au courant et le voyaient d'un très bon œil.

En Afghanistan, les Frères ne se contentaient pas de contrer l'influence soviétique sur les campus. Ils participaient également à la destruction de toutes les infrastructures mises en place par le gouvernement en matière d'éducation, du droit des femmes, etc. C'était une entreprise très réactionnaire. Elle a créé un terreau propice à l'arrivée de wahhabites tels que Ben Laden qui ont pu introduire leur religion arriérée dans le conflit afghan.

Les combattants ne venaient pas seulement d'Afghanistan mais affluaient d'un peu partout. Comment l'appel a-t-il rencontré un tel succès ?

Les Frères musulmans avaient préparé le terrain en Afghanistan mais la CIA et ses alliés ont recruté partout dans le monde arabe et même en Occident. L'Arabie saoudite et son réseau de mosquées se sont révélés d'une aide précieuse.

Pour comprendre pourquoi autant de jeunes ont répondu à l'appel, il faut aussi regarder ce qui s'est passé dans le monde arabe durant les années qui ont précédé cette guerre d'Afghanistan. Pour se débarrasser du nationalisme arabe, les marionnettes de la région ont enclenché un processus d'islamisation. Parallèlement, elles menaient une politique d'ouverture économique qui avait conduit à l'appauvrissement d'une grande partie de la population. Vous aviez donc dans le monde arabe tout un tas de jeunes désœuvrés qui ne connaissaient rien à la lutte des classes mais à qui l'on n'avait parlé que de Dieu et de la charia. Non seulement ils n'avaient rien à perdre mais, lorsqu'on les invitait à se battre pour Allah, le message les touchait directement au cœur.

Par ailleurs, les gouvernements locaux ne voyaient pas d'un mauvais œil que ceux qu'ils considéraient comme des jeunes sauvages et desquels ils ne savaient que faire partent au casse-pipe au nom d'Allah.

L'Occident n'était pas non plus réticent à l'idée visiblement...

C'était déjà le cas dans les années 80 pour l'Afghanistan et ça l'est encore aujourd'hui par rapport à la Syrie. Les gouvernements occidentaux n'empêchent pas ces jeunes de partir mais s'inquiètent qu'ils reviennent. Autrement dit, ces jeunes considérés comme des

moins que rien sont juste bons à mourir sur le champ de bataille. Pour nos dirigeants, c'est une manière utile de se débarrasser d'eux.

On répète souvent qu'il n'y a pas de profil type pour ces jeunes européens partis faire le jihad en Syrie. Il y a eu des convertis de familles relativement aisées, des Arabes issus de quartiers populaires, des musulmans qui pensaient participer à une action humanitaire, d'autres qui se sentaient l'âme de révolutionnaires...

Il y a tout de même un point commun à ces combattants, quelque chose qui les relie d'une certaine façon aux autres jeunes du Moyen-Orient : leurs gouvernements sont incapables de leur offrir des perspectives d'avenir. En Occident, nos dirigeants les ont persécutés, frustrés et discriminés. Et, au final, ils les emploient comme chair à canon pour leurs guerres. C'est une honte !

Revenons à l'Afghanistan. Dans les années 80, les États-Unis y ont donc soutenu des jihadistes ?

C'était pour les États-Unis ce qu'ils appellent une « alliance temporaire ». L'ennemi de mon ennemi est mon ami... temporairement ! Dès que l'Union soviétique est tombée, Washington a fait sauter les bouchons de champagne et a quitté l'Afghanistan plus vite qu'elle n'y était y arrivée. Évidemment, les États-Unis n'avaient pas imaginé les conséquences d'une telle opération.

Après avoir vaincu les Soviétiques, Oussama Ben Laden se sentait capable de tout. Il a créé une nouvelle organisation, Al Qaïda, avec pour objectif de libérer tous les pays musulmans par la voie du jihad. Pour les raisons que je viens d'évoquer, le mouvement a trouvé de nombreux adeptes parmi les jeunes musulmans.

Encore faut-il relativiser ce succès au regard du nombre total de musulmans sur la planète. Aujourd'hui, les médias étant ce qu'ils sont, les Occidentaux croient qu'un dangereux terroriste sommeille dans chaque musulman. La réalité est moins terrifiante et moins vendeuse évidemment.

Au regard du milliard et demi de musulmans qui vivent leur religion paisiblement, ceux qui tombent dans le terrorisme représentent une part relativement insignifiante.

Pourtant, les médias n'arrêtent pas de nous parler d'Al Qaïda. L'organisation serait ou aurait été partout dans le monde.

Certes, l'appel des jihadistes a pu rencontrer quelques adeptes un peu partout dans le monde musulman. Mais du côté des médias, on tend à faire un amalgame de tous les mouvements ou même des actes jihadistes. Au-delà de l'aspect sensationnaliste et du caractère idéologique de cette propagande, il y a une autre raison à cela. Un phénomène particulier s'est en effet produit avec Al Qaïda. Ces dernières années, il suffisait qu'un terroriste fasse sauter une bombe quelque part dans le monde et se revendique de cette organisation pour que l'on fantasme sur la puissance de son réseau. Vous auriez vous-même pu envoyer des enveloppes avec un peu de farine à l'intérieur puis poster une vidéo sur YouTube pour que les médias s'excitent sur la présence d'Al Qaïda en Belgique...

Remarquez d'ailleurs que le nom « Al Qaïda » signifie « la base ». Au fil des années, elle est devenue une espèce de socle commun à une myriade de mouvements éparpillés partout dans le monde, des Philippines au Mali en passant par le Yémen ou le Caucase.

On peut rajouter la Libye et la Syrie aux pays que vous mentionnez, deux pays qui étaient dans le collimateur de l'Otan. Trente ans après la première guerre d'Afghanistan, l'Occident a-t-il noué une nouvelle alliance temporaire avec Al-Qaïda ?

Selon moi, il faut distinguer deux Al-Qaïda. La première, celle d'Oussama Ben Laden, voyait plus loin que le bout de son nez. Cette organisation-là, après avoir combattu l'Union soviétique, pensait pouvoir s'attaquer à une autre superpuissance : les États-Unis.

L'implication de l'Union soviétique était évidente dans le cas de l'Afghanistan. Mais pourquoi Al-Qaïda s'est-elle attaquée aux États-Unis par la suite ?

Dans leur stratégie guerrière, les jihadistes distinguent deux ennemis : le proche et le lointain. L'ennemi proche, ce sont les gouvernements locaux dirigés par de mauvais musulmans selon la vision de Sayyid Qutb qui a inspiré les jihadistes. L'ennemi lointain, ce sont les grandes puissances qui collaborent avec les ennemis proches.

Après la guerre d'Afghanistan qui a entraîné la chute de l'Union soviétique survint la première guerre du Golfe en 1990-91. Saddam Hussein avait envahi le Koweït et ses troupes se trouvaient aux portes de l'Arabie saoudite. Oussama Ben Laden a alors proposé à la famille royale de lever une armée mais les Saoud ont préféré jouer la carte de l'allié US, autorisant les GI à stationner dans le royaume pour mener leur opération Tempête du Désert. Pour Ben Laden, c'était une injure. Les Saoud ouvraient grand les portes des terres saintes de l'islam à l'armée des États-Unis ! Dans leur célèbre communiqué de février 1998, Ben Laden et Zawahiri disent très clairement : « *Depuis plus de sept ans, les États-Unis d'Amérique occupent les terres d'islam dans les plus saints des lieux, la péninsule arabique, pillant ses biens, commandant ses chefs, humiliant son peuple, terrorisant ses voisins et tentant de transformer ses bases dans la péninsule en bases destinées à combattre les peuples musulmans voisins.* »

Plus que jamais, les Saoud apparaissaient donc comme un ennemi proche aux yeux des dirigeants d'Al Qaïda. Mais ils avaient aussi compris que cet ennemi proche tirait sa force du soutien que lui apportaient les États-Unis, un ennemi lointain. C'est donc là qu'il fallait frapper.

En quoi la seconde Al-Qaïda que vous mentionnez est-elle différente ?

Les anciens cadres, comme Ben Laden ou Zarqawi, ont été éliminés par les États-Unis. Aujourd'hui, il y a selon moi une autre Al-Qaïda qui n'a plus rien à voir avec l'ancienne et qu'il faut démystifier. Ce n'est plus une organisation, c'est seulement un logo qui regroupe des mouvements fragmentés comme le front Al-Nosra et toute une myriade de petites organisations qui se battent entre elles en Syrie ! Ce sont plus des groupes terroristes que de véritables organisations pourvues d'une idéologie. Il apparaît aussi que cette nouvelle Al-Qaïda a délaissé son

combat contre les ennemis lointains pour s'attaquer à des ennemis proches bien choisis, à savoir les États nationalistes arabes comme la Libye et la Syrie ou les dirigeants chiites d'Irak.

En janvier 2014, le nouveau leader d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, appelait les groupes impliqués en Syrie à cesser immédiatement de se battre entre eux. Il ajoutait également qu'il fallait s'unir contre « l'ennemi laïc et confessionnel, soutenu par les forces des rafidhites (chiïtes) safavides (en référence à l'Iran), ainsi que la Russie et la Chine. » Il semble que les ennemis lointains ne sont pas oubliés, mais plutôt qu'ils ont changé...

Selon moi, ce revirement relève d'un choix tactique. Après les attentats du 11 septembre, les États-Unis se sont engagés dans la guerre contre le terrorisme. Ils ont porté un coup dur à l'organisation d'Al-Qaïda. Aujourd'hui, en changeant leur fusil d'épaule, les jihadistes ne s'offrent pas seulement du répit, ils peuvent aussi compter sur le soutien des États-Unis et de leurs alliés régionaux. De leur côté, ces derniers ont la possibilité de faire tomber des gouvernements ennemis sans devoir envoyer leurs troupes.

Un retour à la méthode afghane des années 80 ?

C'est la même technique en effet. D'ailleurs, l'artisan du piège afghan, Brzezinski, est aujourd'hui encore un proche conseiller d'Obama. En une dizaine d'années, les néoconservateurs ont ruiné les États-Unis avec leurs guerres d'Afghanistan et d'Irak. Ces expéditions militaires ont coûté beaucoup d'argent mais n'ont pas apporté les résultats escomptés. L'image des États-Unis a également été sérieusement écornée dans le monde et, sur le plan intérieur, le président US serait incapable de vendre une nouvelle intervention militaire à ses électeurs.

D'où ce changement de stratégie. Obama opère un retrait tactique d'Afghanistan et d'Irak mais, en réalité, c'est une opération très formelle, car les États-Unis disposeront toujours de bases militaires dans ces pays. Il faut également ajouter tous les mercenaires privés qui sous-traitent des missions pour le Pentagone. Malgré tout, Obama a pu « vendre » ce soi-disant retrait, se présenter comme un pacifiste et obtenir un Prix Nobel ! Il n'a pas pour autant tourné le dos à la stratégie

de domination mondiale menée par ses prédécesseurs. Il ne pourrait d'ailleurs en être autrement car la situation pousse inévitablement les États-Unis à défendre bec et ongles leurs intérêts dans le monde. Il y a la crise économique, l'émergence de nouvelles puissances comme la Chine et la Russie, le passage d'un monde unipolaire à un monde multipolaire... Une situation qui tend à faire tomber les États-Unis de leur rôle hégémonique et à les ramener au rang de puissance régionale.

Ce que Washington n'est pas prêt à accepter. Ses multinationales ne le toléreraient pas, elles ont besoin de continuer à profiter de marchés, de débouchés et de ressources aux quatre coins de la planète.

En Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, Obama continue donc à jouer la carte de l'ingérence, mais plus subtilement que les néoconservateurs. C'est le retour du « soft power ». Pour déstabiliser les pays ennemis, comme nous l'avons expliqué dans notre précédent livre « La stratégie du chaos », on s'appuie sur des groupes internes plutôt que d'envoyer ses propres soldats.

Les États-Unis n'ont plus les moyens d'intervenir sur le terrain, ils peuvent tout au plus organiser des frappes aériennes. Cependant, si cela a permis de faire tomber Kadhafi en Libye, ça reste relativement inefficace comme on le constate avec l'opération lancée contre l'État islamique. Mais ça alimente le complexe militaro-industriel qui pèse beaucoup dans l'économie US. Dans les mois qui ont suivi l'annonce d'Obama sur le bombardement de positions de l'État islamique, les cours de l'action Lockheed Martin ont grimpé de 9,3 %, ceux de General Dynamic de 4,3 % et ceux de Raytheon et de Northrup Grumman de 3,8 %. De fait, durant la première nuit des frappes en Syrie, le 23 septembre 2014, les navires US ont tiré 47 missiles Tomahawk, chacun coûtant près de 1,4 million de dollars !

En s'étant appuyée sur des groupes jihadistes en Syrie et en Libye, Washington n'a-t-elle pas joué avec le feu ? En Afghanistan, après la chute des Soviétiques, Ben Laden s'est retourné contre les États-Unis. En Libye, après le renversement de Kadhafi, l'ambassadeur US a été tué dans un attentat. Et en Syrie, on entendait des jihadistes dire : « First

Bashar, then Nato ». Ces combattants constituent-ils vraiment de bons alliés ?

Les utiliser, c'est une chose. Les contrôler, c'en est une autre. Comme pour la guerre d'Afghanistan, il s'agit d'une alliance temporaire. De part et d'autre. Les jihadistes ne sont pas comme les islamistes réactionnaires, ce ne sont pas des marionnettes totalement soumises à l'Occident. Certains se demandent parfois pourquoi ils s'attaquent à un pays musulman comme la Syrie plutôt que de s'attaquer à Israël par exemple. Ce n'est pas parce qu'ils sont totalement manipulés par les impérialistes mais plutôt parce qu'ils ont développé une stratégie assez lâche et pas très poussée du point de vue politique.

L'idée d'Al-Qaïda aujourd'hui est en effet de conquérir des États arabes laïcs, plus accessibles que les États-Unis ou Israël, pour gagner en puissance. Selon le chef actuel de l'organisation, Ayman al-Zawahiri, chaque guerre qui se présente est une bénédiction du ciel. Car ces conflits offrent aux jeunes combattants d'Al-Qaïda la possibilité de gagner toute l'expérience nécessaire pour s'aguerrir et mener ensuite des combats plus importants. Dans son livre « *Chevaliers sous la bannière du Prophète* », Zawahiri explique comment l'Afghanistan a constitué un terrain d'apprentissage idéal pour ses jeunes soldats. Bien meilleur que West Point ou n'importe quelle autre académie militaire.

Mais c'est une vision politique très limitée. Al-Qaïda s'est attaquée à deux États nationalistes, la Syrie et la Libye, pour monter en puissance, obtenir du soutien et parce que la laïcité dans le monde arabe reste une aberration à ses yeux. Mais ce faisant, les jihadistes mettent la région à feu et à sang et divisent les peuples du Moyen-Orient. Indirectement, ils jouent, eux aussi, donc le jeu du *Divide and Rule* et contribuent à renforcer la domination occidentale.

Vous dites que les renseignements saoudiens ont infiltré les groupes jihadistes pour les manipuler. Pourtant, l'Arabie saoudite a pris des mesures pour sanctionner ceux qui financent le terrorisme islamiste.

Comme je l'ai dit, utiliser et contrôler, ce n'est pas la même chose. En son temps déjà, le prince Turki entretenait avec Ben Laden des relations pour le moins suspectes aux yeux de certains. Dans son livre « *Au cœur*

des services spéciaux », l'ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE, Alain Chouet, explique comment les premiers attentats commis par Ben Laden servaient dans une certaine mesure les intérêts du prince Turki, chef des renseignements saoudiens à l'époque. Al Qaïda est officiellement créée en 1998 mais des actions avaient déjà été menées auparavant en Arabie saoudite : des soldats américains et saoudiens blessés par balles, une voiture piégée devant un bâtiment de la garde nationale saoudienne à Riyad ou un camion chargé d'explosifs contre la base américaine de Khobar... À propos de ces attentats, Alain Chouet indique : « *Le décryptage politique de ces attentats n'était pas évident. En Arabie même, la plupart visaient en effet soit des implantations de la Garde nationale saoudienne, soit des sites ou du personnel militaire étranger confiés à la vigilance ou à la protection de celle-ci. Or, cette dernière était sous les ordres du prince Abdallah qui n'était encore que le régent, héritier présomptif du trône alors occupé par le déclinant roi Fahd, et qui était vivement contesté par ses frères cadets issus d'un autre lit, le prince Turki, chef des services spéciaux, et le prince Sultan, ministre de la Défense. Tous ces attentats semblaient mettre en cause la capacité de gestion et de contrôle d'Abdallah et susciter aux États-Unis un vif sentiment de méfiance et de rejet à son encontre.* »

Rejetant à juste titre l'idée que le prince Turki ait « fabriqué » Ben Laden, Chouet explique comment le chef des renseignements a pu utiliser Ben Laden par la suite, notamment avec les attentats contre les ambassades US au Kenya et en Tanzanie en 1998. Par représailles, le président Bill Clinton a fait bombarder une usine pharmaceutique au Soudan. On découvrira par la suite que Ben Laden n'avait rien à voir avec cette usine mais le fait est que l'Arabie saoudite avait des différends avec le Soudan qui était ainsi invité à rentrer dans le rang vis-à-vis des Saoud. L'usine appartenait en outre à un homme d'affaires saoudien et produisait des médicaments en concurrence directe sur le marché africain avec des entreprises pharmaceutiques US. Le prince Turki et Washington avaient donc des intérêts communs dans cette prétendue attaque contre Al-Qaïda au Soudan.

Et pour les attentats du 11 septembre ?

Le prince Turki a été démis de ses fonctions une semaine avant les attentats du World Trade Center. Selon Chouet, parce que l'Arabie saoudite, comme beaucoup d'autres services de renseignements d'ailleurs, sentait que quelque chose d'important se tramait. Et elle ne voulait pas être directement mise en cause. De fait, même si le prince Turki a pu utiliser Ben Laden, ce n'était pas sa créature. De son côté, si le leader d'Al Qaïda a pu bénéficier de soutiens utiles, il ne gardait pas moins une dent contre la famille royale. Ben Laden ne reconnaissait aucune légitimité aux Saoud. Il parlait de l'Arabie et non de l'Arabie saoudite. Il incarnait cette bourgeoisie saoudienne qui se sent lésée par la mainmise de la famille royale sur tout le pays et qui voudrait voir des réformes dans le royaume.

Les Saoud savent donc très bien qu'ils doivent prendre garde au retour de flamme lorsqu'ils cherchent à utiliser les jihadistes. Et c'est ce qui se passe maintenant en Syrie. Les renseignements saoudiens, dirigés par le prince Bandar, ont en quelque sorte ressuscité Al Qaïda. Mais cette organisation ne ressemble plus en rien à ce qu'elle était. Selon la volonté des Saoud, elle s'est engagée dans un conflit sunnites contre chiites. L'Arabie saoudite mène en effet une lutte pour la suprématie régionale contre les chiites d'Iran et leurs alliés du Hezbollah, de Syrie et d'Irak. Ce n'est donc pas un hasard si le discours d'Al Qaïda a tellement changé. Avant, elle parlait de chasser la présence américaine du Moyen-Orient et blâmait les gouvernements arabes qui avaient ouvert grand les portes des terres musulmanes aux étrangers. Aujourd'hui, elle fustige les chiites. Sa propagande religieuse, destinée à recruter des mercenaires, tourne autour des contradictions opposant le sunnisme au chiisme. Elle va pour cela chercher des textes très anciens. Encore une fois, c'est une vision très arriérée, sectaire et très faible du point de vue politique.

Est-ce ainsi que vous expliquez l'évolution du conflit irakien ? Après le renversement de Saddam Hussein, une résistance s'était formée pour combattre l'occupant US. Mais ce combat s'est rapidement mué en un conflit confessionnel opposant sunnites et chiites...

Effectivement, c'est une évolution voulue par l'Arabie saoudite et les États-Unis. Une évolution rendue possible par l'entremise de cette nouvelle Al Qaïda. L'Arabie saoudite ne tolérait pas que le nouveau

gouvernement irakien soit proche de l'Iran et renforce ainsi l'influence de Téhéran dans la région. De son côté, les États- Unis préfèrent voir la résistance se déchirer plutôt que d'attaquer ses soldats.

Au départ, le plus gros de la résistance irakienne était constitué de baathistes, des partisans de Saddam Hussein. Mais, sous l'effet de la « débaasification » menée par Paul Bremer d'une part et l'arrivée massive de jihadistes venus de pays voisins d'autre part, le noyau baasiste et laïc de la résistance irakienne s'est dissout. Et la résistance irakienne des débuts est devenue un mouvement islamique infiltré par les renseignements saoudiens et jordaniens. Un mouvement qui n'a aucune vision, il s'emploie juste à tuer. Pour l'année 2014, on compte chaque jour près de 25 morts en Irak ! Voilà le bilan de l'invasion US. Et il y a encore des gens qui osent appeler cette armée à intervenir pour stopper des conflits...

Aujourd'hui, ces mouvements jihadistes infiltrés échappent-ils au contrôle de l'Arabie saoudite ?

Il y a un changement important en effet. Le prince Bandar qui était à la tête des renseignements saoudiens est considéré comme un parrain du terrorisme islamique. Il a été nommé pour accomplir un objectif bien précis : utiliser les groupes jihadistes pour renverser le gouvernement syrien. Mais c'est un échec. Les jihadistes ne font pas le poids face à l'armée syrienne qui n'est pas tombée dans le panneau de la propagande confessionnelle. Et, malgré des manipulations grossières sur l'emploi d'armes chimiques, ceux qui soutiennent les jihadistes en Syrie n'ont pas pu forcer une intervention de l'Otan pour soutenir les mercenaires en déroute.

Toutes ces manœuvres sans résultats ont fortement contrarié les dirigeants saoudiens. Le prince Bandar a ouvert une boîte de Pandore mais n'a pas atteint son objectif. À présent, la famille royale a très peur de ce que vont pouvoir faire tous ces jihadistes s'ils désertent le terrain syrien. Comme par le passé, ils pourraient se retourner contre les Saoud.

Ces derniers ont donc pris des mesures radicales pour calmer le jeu. Tout d'abord, le prince Bandar a été viré. Jeté comme un mal propre, il a

été prié de boucler ses valises et de quitter le royaume. Ensuite, comme vous l'avez mentionné, une loi est passée pour sanctionner les Saoudiens qui financeraient des réseaux jihadistes. Enfin, Riyad veut également faire revenir tous ses jeunes qui sont partis se battre. Un appel a été lancé. Ceux qui ne rentreront pas dans le délai imparti se verront déchus de leur nationalité. Les autorités saoudiennes ont par ailleurs renvoyé une bonne partie de la main-d'œuvre immigrée pour que les jeunes jihadistes qui reviendraient au royaume puissent se réintégrer correctement en trouvant du travail.

C'est un changement radical pour l'Arabie saoudite ! Dans les années 60, pour se prévenir de mouvements sociaux qui commençaient à poindre, ses dirigeants avaient tout bonnement supprimé la classe ouvrière saoudienne en recourant à une main-d'œuvre immigrée. Une particularité rendue possible grâce à l'argent du pétrole. Quant aux travailleurs venus du Pakistan, du Yémen et d'autres pays voisins, ils travaillaient dans des conditions proches de l'esclavage. Aujourd'hui, les dirigeants saoudiens ne craignent-ils pas d'affronter des mouvements sociaux si une classe ouvrière se développe à nouveau ?

Après les années 60, il y a toujours eu une petite classe ouvrière saoudienne mais elle était minoritaire par rapport à la main-d'œuvre étrangère et principalement composée de chiites. Car les Saoud ont toujours craint les mouvements sociaux effectivement. Mais ils craignent encore plus ces jeunes Saoudiens qui se sont engagés dans des mouvements jihadistes et qui pourraient échapper à tout contrôle ! N'oublions pas que les idéologues comme Sayyid Qutb qui ont inspiré ces groupes jihadistes sont très critiques à l'égard de dirigeants musulmans tels que les Saoud. Je ne pense pas que ces derniers craignent vraiment les cadres de cette seconde Al Qaïda qui est une imposture. Mais l'organisation regroupe une multitude de mouvements que même Zawahiri ne peut contrôler. Il n'arrive pas à les empêcher de se battre entre eux en Syrie ! Il ne pourrait sans doute pas les empêcher de s'attaquer aux Saoud si certains décidaient d'agir de la sorte. D'autant plus que tous ces combattants ont été recrutés sur base d'une propagande jihadiste. On ne les a pas appelés en leur disant : « *Nous allons attaquer la Libye puis la Syrie pour faire plaisir à l'Arabie saoudite et aux États-Unis qui nous soutiendront pour accomplir cette mission.* »

On leur a plutôt parlé de mécréants. Un concept qui a été apposé à Kadhafi puis à Assad et qui pourrait tout aussi bien s'appliquer aux Saoud par la suite.

Vous parliez d'une alliance temporaire tant du côté des jihadistes que des États-Unis. Nous avons vu quelle stratégie poursuivent les premiers. Qu'en est-il des seconds ? L'opération syrienne ne semble pas rencontrer le même succès que celle menée en Afghanistan dans les années 80...

À court terme, il faut reconnaître que la stratégie des États-Unis est bien pensée. L'utilisation de groupes islamistes entre parfaitement dans les plans des impérialistes pour renverser les États nationalistes arabes qui résistent.

C'est bien pensé, d'autant plus qu'il n'y a pas que dans le monde arabe que cette stratégie peut être activée. Aujourd'hui, près de 15 % de la population russe est musulmane. Si l'on considère le territoire de l'ex-URSS où Moscou exerce toujours une certaine influence, cette proportion devient même beaucoup plus importante dans certaines régions. Les États-Unis pourraient donc recourir à l'intégrisme musulman pour déstabiliser la Russie. D'ailleurs, cette technique avait déjà été utilisée du temps de Boris Eltsine en Yougoslavie, en Tchétchénie et ailleurs en Asie centrale.

La possibilité s'offre aussi pour la Chine qui compte une importante minorité musulmane dans le Xinjiang. C'est même une grande partie de l'Asie qui peut être déstabilisée avec la présence de groupes intégristes en Malaisie, en Indonésie et aux Philippines.

Les États-Unis ont donc une bonne carte à jouer pour poursuivre leur stratégie du chaos : une politique de la terre brûlée qui ne leur permet pas de prendre le contrôle d'un pays et de ses ressources, mais qui empêche les concurrents d'en profiter.

Mais le « court terme » ne risque-t-il pas de poser des problèmes à « long terme » ?

C'est différent évidemment. Regardez la Libye... Oui, les impérialistes sont parvenus à renverser Kadhafi. Mais l'État a été détruit par la même occasion. Aujourd'hui, le pays est en proie à des bandes armées qui se déchirent. Et l'expédition militaire de l'Otan a eu des répercussions sur le Mali, forçant une intervention française. L'impérialisme a besoin d'exporter ses capitaux en Libye, de profiter du pétrole bon marché, de trouver des débouchés pour ses entreprises dans la reconstruction nécessaire du pays... Mais là, ce n'est pas du tout possible ! L'Occident a vraiment de gros problèmes avec la Libye.

Washington et ses alliés ont voulu réitérer l'opération en Syrie mais cela s'est soldé par un échec, le gouvernement syrien a résisté à l'assaut. Après avoir essuyé un sérieux revers, les jihadistes de l'EEIL sont retournés en Irak et sèment encore et toujours le chaos. Là aussi, l'Occident a semé les graines d'une situation explosive.

Nous pouvons donc constater que la stratégie visant à utiliser les groupes islamistes est certes bien pensée mais aussi très dangereuse. Tout d'abord, elle peut laisser entrevoir des résultats probants à court terme mais rien n'est gagné d'avance pour autant. Kadhafi est tombé, pas Bachar. Ensuite, à moyen terme, l'Occident pourrait se retrouver avec des problèmes encore plus importants à affronter. Combien de temps cela va-t-il encore durer ?

Nous vivons une situation dangereuse et le danger se présente pour l'humanité tout entière. Pas seulement à cause de la Syrie. À travers l'agression de ce pays, l'Occident alimente un conflit plus vaste à l'encontre de l'Iran, de la Russie et de la Chine... Les États-Unis sont une puissance impérialiste déclinante. Le danger est que cet empire s'accroche à sa première place envers et contre tout, plongeant le monde dans un conflit général qui pourrait même devenir nucléaire.